

Début décembre, la police allemande a démantelé un réseau d'extrême droite préparant une tentative de coup d'Etat. Une mise en perspective avec Damir Skenderovic, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Fribourg.

La violence de l'extrême droite

GUY ZURKINDEN . INTERVIEW
ERIC ROSET . PHOTO



Ces dernières années, la police allemande a arrêté plusieurs militant-e-s de droite radicale qui fomentaient des attentats. L'extrémisme de droite violent a-t-il le vent en poupe en Europe?

Damir Skenderovic – Le démantèlement en décembre dernier des «citoyens du Reich» confirme l'existence d'un terrorisme d'extrême droite en Allemagne. Ce dernier s'était exprimé au début des années 2000 par les crimes du groupe néonazi NSU. Tout récemment, en 2019 et 2020, plusieurs fusillades ayant des motivations racistes ont aussi fait des morts. Ces événements démontrent que l'expansion de la droite extrême aux Etats-Unis sous l'ère Trump et la globalisation de ce mouvement – notamment via les réseaux sociaux – ont stimulé le développement de ces groupes extrémistes, y compris en Europe. Ils montrent aussi que les autorités et services de renseignement allemands prennent au sérieux cette menace et sont mieux renseignés sur leurs activités.

La violence d'extrême droite n'est cependant pas un phénomène nouveau. Elle s'inscrit même dans une certaine continuité.

Qu'entendez-vous par là?

La violence physique contre des êtres humains a toujours été au cœur de l'idéologie d'extrême droite. Et après 1945, l'Europe a été plusieurs fois victime d'actes terroristes inspirés par cette idéologie. Rappelons-nous l'attentat à la bombe qui a frappé la gare de Bologne, en Italie, en 1980: organisé par un groupement néofasciste, il a fait 85 morts et 200 blessé-e-s. Ou, toujours en 1980, les treize personnes tuées par l'explosif déposé par un militant d'extrême droite en pleine fête de la bière, à Munich. La Suisse n'a pas été épargnée. À la fin des années 1980, la violence d'extrême droite était même proportionnellement

plus importante dans notre pays qu'en Allemagne. Elle a tué plusieurs fois. En 1989 par exemple, un groupe d'extrême droite a incendié un foyer pour requérants d'asile à Coire, provoquant le décès de quatre personnes d'origine tamoule, dont deux enfants. Le problème, c'est que ces événements ont été largement oubliés!

En Suisse justement, le groupe Junge Tat («Jeune Action») tente aujourd'hui d'incarner une version moderne de l'extrême droite...

Les membres de Junge Tat entretiennent une image qui tranche avec celle des anciens groupes de skinheads néonazis. Ils utilisent les réseaux sociaux de manière professionnelle, y cultivent une apparence normale et «saine», en valorisant les activités physiques ou la randonnée. Ils adoptent aussi un discours posé, presque analytique, pour expliquer leurs actions. Cette esthétique et ce discours nouveaux visent à attirer un public plus nombreux, notamment des jeunes, très présents sur les médias sociaux.

Au niveau des contenus, en revanche, la continuité est totale. Comme ses prédécesseurs, Junge Tat promeut une idéologie raciste, qui biologise les relations sociales et défend l'idée d'un ordre naturel dans lequel l'homme blanc est au premier rang.

A-t-on une idée de l'influence de ces idées en Suisse?

En termes d'adhérents, Junge Tat reste un tout petit groupe.

En revanche, il est difficile d'avoir des indications sur la diffusion de ses idées parmi la population.

Il y a quinze ans, une étude du Fonds national réalisée auprès 3000 jeunes âgés de 16 à 20 ans avait révélé que 10% d'entre elles et eux avaient certaines sympathies avec les idées d'extrême droite – ce qui est énorme.

Aujourd'hui, il serait important de répéter une telle enquête. Mais les autorités, les médias et même les milieux académiques s'intéressent très peu à la question.

Comment combattre efficacement l'idéologie de la droite radicale?

À l'image de Junge Tat, l'extrême droite essaie partout d'attirer une nouvelle génération en menant des actions spectaculaires – comme elle l'a fait en octobre dernier à Zurich, en perturbant un événement organisé par la communauté LGBT – et en usant largement des réseaux sociaux. Dans ce contexte, il est fondamental que les autorités politiques, en Suisse et ailleurs, fixent des règles afin de stopper les débordements de haine et de racisme sur ces médias.

La société civile a aussi un rôle central à jouer. Durant le pic de la pandémie de Covid-19, les milieux d'extrême droite ont profité d'une sorte de normalisation des théories du complot. En Suisse, ces groupements ont été très présents dans les manifestations s'opposant aux mesures sanitaires. Lors de la dernière manifestation du genre, en janvier 2022 à Berne, les Junge Tat ont même pris la tête du cortège. Ce qui interpelle, c'est que les autres manifestants ont toléré leur présence.

Je pense au contraire que la société civile et les médias auraient dû réagir et questionner dès le début leur présence dans ces cortèges – ce qui a été le cas par exemple en Allemagne, où il y a eu un vrai débat sur l'infiltration de l'extrême droite dans les manifestations de coronasceptiques.

Le troisième axe de résistance, c'est l'éducation. Je pense que l'histoire de l'extrême droite en Suisse et le danger qu'elle représente encore pour la démocratie devraient être thématiques dans les écoles. ■

Contexte

QUAND LA SUISSE OUBLIE SON PASSÉ

En Suisse, l'histoire de l'extrême droite est souvent méconnue...

Il y a une sorte d'amnésie sur l'histoire de l'extrême droite helvétique. On oublie souvent que le fascisme a existé dans notre pays. Dans les années 1930, il a pris la forme des Fronts, de petits groupes fascistes (le Front national, l'Union du peuple, etc.) voire pronazis qui ont exercé une certaine influence politique.

Après 1945, ce courant fasciste n'a pas disparu: en 1975, le Conseil national comptait même trois élus qui étaient d'anciens membres des Fronts fascistes; Gaston-Armand Amaudruz, un militant vaudois pronazi et négationniste, a été une figure-clé du fascisme européen d'après-guerre – il a notamment fondé le Nouvel ordre européen, à l'idéologie nazie. Et dans les années 1980, on a assisté en Suisse alémanique à une résurgence de groupes s'inspirant du frontisme et de ses méthodes violentes.

Cette histoire est très méconnue en Suisse. Cette amnésie est un problème: le meilleur rempart contre l'extrême droite, c'est en effet de connaître son histoire et ses méfaits. En Allemagne, ces deux dernières années, on a vu de nombreuses commémorations des violences perpétrées il y a trente ans à Solingen, Mölln et Rostock, où l'extrême droite avait brûlé des centres de requérants d'asile ou des logements d'immigrés. En Suisse, on a plutôt tendance à oublier le même genre d'attaques qui ont été commises à la fin des années 1980 et 1990.

Les autorités et la société civile devraient au contraire cultiver le souvenir de ces événements tragiques et des personnes qui ont alors perdu la vie. Il serait aussi important d'en parler avec les communautés touchées par ces attaques, les familles des victimes, etc. ■